

tre du Revenu national déclare que nous connaissons une période d'expansion. Est-ce cela l'expansion, dans l'esprit du ministre? Expansion des taxes, c'est vrai; expansion des impôts de toutes sortes, c'est vrai. Le ministre des Finances (M. Sharp) occupe son poste depuis au moins trois ans et les impôts et les taxes ont augmenté. Voilà une expansion qui n'a pas diminué. L'expansion du chômage est réelle, tout comme la diminution dans le secteur de la construction.

L'honorable ministre semble dire que nous sommes en pleine période de prospérité et d'expansion. Si nous le sommes, pourquoi le chômage augmente-t-il à ce rythme? Il me semble que les ministres des Finances et du Revenu national devraient réaliser que la période d'expansion est terminée et qu'il s'agit maintenant de prendre des mesures pour relancer l'économie au lieu de la restreindre en augmentant davantage les impôts.

Quand je regarde le budget des dépenses du gouvernement pour la prochaine année fiscale et que je réalise que l'intérêt sur la dette publique a augmenté de 130 millions, je me dis que si l'on augmente les impôts, c'est simplement pour être en mesure de faire face à l'augmentation de l'intérêt de la dette du pays.

L'autre jour, à l'appel de l'ordre du jour, je demandais à l'honorable ministre des Finances si l'augmentation des sommes affectées au service de la dette publique était due à une hausse du taux d'intérêt ou à une augmentation de la dette elle-même. L'honorable ministre des Finances n'a pas voulu répondre. J'aimerais avoir une réponse.

Si l'on augmente les impôts, c'est parce que les dépenses augmentent, et le poste qui a le plus augmenté est celui qui a trait à l'intérêt de la dette nationale. Est-ce la dette qui a augmenté ou le taux d'intérêt? C'est là une question à laquelle nous devrions avoir une réponse. Je suis persuadé que c'est parce que le taux d'intérêt a augmenté. A ce moment-là, il ne s'agit pas d'augmenter l'impôt sur le revenu, mais plutôt de diminuer le taux de l'intérêt que le gouvernement paie sur sa dette. Tous nos problèmes résultent du fait que l'honorable ministre des Finances, il y a deux ans, haussait le plafond du taux d'intérêt chargé par les banques à charte. Ceci a augmenté le taux de l'intérêt d'une façon considérable.

Dans le secteur de la construction, le taux d'intérêt est maintenant rendu à 8½ p. 100. C'est le taux d'intérêt le plus élevé que l'industrie de la construction ait jamais connu depuis la Confédération. Il a fallu fêter le centenaire du Canada pour voir le taux d'intérêt grimper à un si haut pourcentage, soit 8½ p. 100. Jamais on n'a vu cela au Canada

auparavant. Celui qui veut se construire une maison doit payer 8½ p. 100 d'intérêt. Par ailleurs, le gouvernement est également victime de cette augmentation du taux de l'intérêt, puisque, cette année, le budget est grevé de 130 millions de plus, depuis l'augmentation du taux d'intérêt que le gouvernement aura à payer sur la dette publique.

Si les augmentations d'impôts servent simplement à payer aux gros financiers un intérêt plus élevé sur la dette publique—le taux d'intérêt payé auparavant était de 5, 5½ p. 100, et c'était suffisant—si c'est la seule raison pour augmenter l'impôt sur le revenu, cette année, je prétends que l'honorable ministre du Revenu national devrait s'abstenir de nous dire que le peuple canadien est heureux. On sait que ces augmentations ne serviront qu'à une chose, en définitive. D'après les prévisions budgétaires de 1968-1969 qui nous ont été présentées pour l'année prochaine, nous constatons que nous paierons simplement un taux d'intérêt supérieur à certains gros capitalistes, à certains gros financiers.

L'honorable ministre disait également que non seulement le peuple sera heureux, mais les députés libéraux aussi. Il a déclaré cela, à un moment donné. Eh bien! J'aimerais entendre les députés libéraux du Québec dire au peuple québécois: Nous sommes heureux des impôts, parce que vous êtes heureux de ces augmentations. Encore une fois, on se rend compte qu'elles ne serviront qu'à payer l'augmentation du taux d'intérêt de la dette publique. Il n'y a pas là de quoi être heureux, mais bien plutôt à être triste, sinon même très triste. Je trouve que c'est pénible et je suis persuadé que le peuple partagera mon avis et qu'il se débarrassera au plus tôt du régime libéral qui nous régit présentement.

Je veux me joindre à ceux qui m'ont précédé pour protester, et qu'on ne vienne pas nous dire que nous traversons une période d'expansion, alors que nous connaissons une expansion du chômage. Il faudrait prendre des mesures visant à aider le peuple et à relancer le développement économique, plutôt que de prendre des mesures qui nuisent au peuple, qui engendrent la misère, la pauvreté et le chômage, comme le gouvernement le fait actuellement.

[Traduction]

Des voix: Le vote.

M. le président: Le comité est-il prêt à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. le président: Le vote porte sur l'article 5. L'article 5 est-il adopté?

Des voix: Adopté.